

La casse sociale

300 000 emplois menacés, 250 plans sociaux, le vrai bilan de la casse sociale.

La remontée des faillites ,67 000 en 2024, survient dans un contexte économique morose, que la politique de l'offre macroniste a échoué à dynamiser.

Auchan, Michelin, Valeo, Vencorex, Don Bosco, Saunier Duval, Stéllantis, ...

Stéllantis qui annonce 250 suppressions de postes en France, le groupe a rassuré ses actionnaires il leur restituera bien 7.7 milliards !£

Michelin a réalisé 2 milliards € de résultat net pour l'année 2023 et 1.1 milliards € au premier semestre 2024.

Argent public 50.4 millions € en allègements et réduction d'impôts divers en 2023 et 135.6 millions € de Cice entre 2013 et 2018. Emploi : fermeture des usines à Vannes et à Cholet 1254 salariés.

Auchan, dividendes 1 milliards € entre 2021 et 2023. Argent public 500 millions € de Cice et au moins 8.2 millions € en allègements de cotisations entre 2020 et 2022. Emploi moins 10 000 en quatre ans et la suppression annoncée de 2389 supplémentaires.

Nous allons arrêter là cet inventaire à la Prévert. Toutes ces entreprises ont reçu de l'argent public, environ 200 milliards par an, sans droit de regard sur son utilisation, un véritable jackpot, sous prétexte de maintien de l'activité et de compétitivité. Des entreprises qui n'hésitent pas à licencier à fermer des sites, à saccager la vie de milliers de salariés et de leur famille, à plonger des territoires dans la plus grande difficulté. « Les résultats sont à la baisse » « il faut maintenir les marges' » « il n'y a pas d'autre solution pour sauver les emplois et l'Entreprise », voilà leurs explications !

Tous ces millions et milliards d'argent public, notre argent, ont été déversés sur les actionnaires, une minorité. Cet argent a servi non pas à maintenir l'activité et l'emploi, mais le niveau de rentabilité de ceux-ci.

Le capitalisme français est sous perfusion d'argent public, quand les services publics sont asphyxiés et que les salarié(e)s sont sommé(e)s de se serrer la ceinture.

Barnier maintient coûte que coûte son cap austéritaire !

La ministre du travail a adressé, un courrier aux syndicats et patronat les invitant « à des discussions sur les aménagements justes » à apporter à la réforme des retraites de 2023, afin de rendre le régime plus « équitable » et de « préserver son équilibre financier ». 12/12 suite à Appel national de la CGT actifs retraités contre les licenciements, fermetures de sites soyons le plus nombreux, nombreuses possibles à ces manifestations.

Le 26 novembre l'Assemblée Nationale a voté à la quasi unanimité une résolution pour s'opposer à l'accord UE- Mercosur, qui menace notre agriculture, santé et l'environnement. Barnier, Macron se sont fixés pour objectif de provoquer un rejet du traité au parlement européen afin que la voix de la France compte, mais est-elle prête à faire usage de son veto ?

A l'étranger soumis à d'intenses pressions internationales, Israël a accepté un arrêt des combats sous conditions au Liban. A Gaza le génocide continue. Les pays du G7 ont dit vouloir respecter les mandats d'arrêt de la CPI à l'exception des USA qui ne reconnaissent pas cette dernière. A l'encontre de Netanyahu et de son ministre de la défense. Reste maintenant à appliquer cette décision pour que le droit triomphe enfin.

En ce qui concerne l'Ukraine Joe Biden avant de partir a décidé d'autoriser l'utilisation par Kiev des missiles à longues portée sur le territoire russe. Une escalade de plus dans une guerre qui dure depuis bientôt trois ans et qui pourrait freiner les négociations au point mort depuis plus de deux ans. La situation est extrêmement dangereuse et le peuple n'en peut plus.

Le secrétariat

L'extrême droite

À l'Assemblée, l'imposture sociale du RN se révèle au fil des votes.

Les députés d'extrême droite s'opposent depuis plus d'un mois, aux propositions de la gauche en faveur d'une meilleure redistribution des richesses. Le député d'extrême droite Jacobelli déclare « **Si jamais le budget que nous avons à voter ne nous convient pas, nous dirons au revoir à M. Barnier** ». Si le gouvernement venait à survivre aux examens de la loi de finances (le PLF) et du projet de loi de financement de la Sécurité Sociale (PLFSS), c'est donc que l'extrême droite s'inscrit officiellement dans sa ligne autoritaire et libérale ! Voilà qui est clair et en contradiction avec son discours de façade.

Le contre budget présenté par l'extrême droite s'inscrit dans la logique du texte porté par Barnier : baisses des subventions aux collectivités locales, des aides au développement et des impôts de production, suppression de 2000 postes d'enseignants, suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, baisse des **« CHARGES PATRONALES »**.

Lors des débats l'extrême droite s'est souvent alliée avec la macronie et LR en particulier contre la réintroduction de l'impôt sur les grandes fortunes (ISF). Elle s'est aussi opposée à une hausse des cotisations vieillesse sur les revenus de plus de 4995€ après impôts et à la retraite à 62 ans. Quant aux parents isolés, les parlementaires d'extrême droite se sont abstenus ou voté contre un amendement pour « défiscaliser la pension alimentaire » au bénéfice du parent qui la reçoit en général dans 80 % des cas les mères.

L'extrême droite déjà contre la hausse des salaires ou le blocage des prix et des loyers, a abandonné la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité une de ses rares mesures pour le pouvoir d'achat. Sur quelques textes, l'extrême droite a pu se prononcer avec la gauche en faveur par exemple, d'une taxe sur les superdividendes, comme si elle sentait son vernis social se craqueler. Un léger réajustement stratégique. Alors voteront où pas le budget ?



Revalorisation des retraites : nous ne sommes pas dupes !

Après l'annonce du gel des pensions de retraites jusqu'en juillet 2025, le responsable d'un groupe politique à l'Assemblée Nationale Wauquiez a annoncé lundi 11 novembre que le gouvernement prévoyait la revalorisation de toutes les pensions de retraites au 1er janvier prochain.

Dans le détail, au 1er janvier ce sont toutes les retraites qui seraient revalorisées à hauteur de la moitié de l'inflation. Au 1er juillet, ce sont seulement les retraité(e)s les plus modestes - c'est-à-dire celles et ceux dont les pensions sont inférieures au SMIC - qui devraient être revalorisées une deuxième fois, avec un chèque pour compenser la sous indexation des six premiers mois, afin d'atteindre le niveau de l'inflation.

La CGT prend acte de ce premier recul du gouvernement, lié à la mobilisation des retraité(e)s et dénonce une mesure insuffisante qui fera perdre du pouvoir d'achat aux retraité(e)s.

Alors que presque 1 retraité(e) sur 2 gagne une pension inférieure au SMIC, ce n'est pas avec 0,9% de revalorisation, soit à peine 10€ par mois pour les pensions les plus modestes, qu'ils et elles vont pouvoir améliorer leur qualité de vie. La CGT revendique plus que jamais l'indexation des retraites sur la hausse constatée des salaires.

La CGT appelle tous les retraité(e)s et salarié(e)s à signer massivement la pétition !

Nous appelons à continuer de se mobiliser pour transformer l'essai et donnons rendez-vous le 3 décembre, à l'appel du groupe des 9 rassemblant les organisations de retraités, pour une première journée de mobilisation nationale en vue d'une revalorisation complète de la pension des retraité(e)s.

Pour information le 3 décembre rassemblement, devant la sécurité Sociale Annonay à partir de 14 heures

Pourquoi la psychiatrie va dans le mur

À la question : où ce gouvernement mène-t-il la psychiatrie ? « Beaucoup de soignants répondent : dans le mur », rapporte le responsable de l'un des syndicats de psychiatres. Il était interrogé à la suite de la promesse du premier ministre de déclarer la santé mentale grande cause 2025 et de sa déclinaison par la ministre de la Santé, qui venait d'annoncer une maigre enveloppe de 100 millions.

L'ensemble des responsables du secteur, des directeurs, en passant par les médecins et les personnels, ainsi qu'un grand nombre d'élus qui président les conseils de surveillance des établissements de santé mentale, considèrent qu'il faudrait au moins dix fois plus, simplement pour l'élargissement du nouveau dispositif de consultation de psychologues (Mon soutien psy), l'ouverture prévue de maisons des adolescents et le dispositif d'écoute pour la prévention du suicide (VigilanS).

Dans le même temps, alors que le gouvernement veut promouvoir la prise en charge ambulatoire, de nombreux établissements n'ont plus les moyens de maintenir leurs hôpitaux de jour, qui assurent une offre de soins permettant le maintien dans la vie sociale et la réhabilitation. La conséquence est l'abandon de milliers de patients reclus chez eux, décompensant une psychose ou en dépression, qui ne peuvent plus être accueillis, faute de consultations ou impossibles à hospitaliser par manque de places.

Sans compter tous ceux qui finissent dans la rue, complètement abandonnés. Une des causes des difficultés actuelles est la fuite du personnel face à une dégradation continue des conditions de travail. L'appel des responsables hospitaliers est clair, ils demandent des mesures pour faire revenir les psychiatres et les infirmiers dans les services de soins de la psychiatrie publique. En effet, depuis un certain temps, se développent des structures privées à des tarifs exorbitants, accessibles uniquement aux plus fortunés.

Plus important encore car il s'agit de l'avenir de la jeunesse, ils revendiquent un plan d'urgence pour la pédopsychiatrie avec la possibilité d'accueillir les enfants et leurs familles en collaboration avec le secteur médico-social et la protection de l'enfance, ainsi qu'un travail en réseau avec les partenaires sociaux, l'éducation nationale et la justice.

Il ne faudrait pas retourner soixante-dix ans en arrière quand la revue *Esprit* titrait « La grande misère de la psychiatrie ».

Tout ce qui a été fait à partir des années 1960 pour en finir avec l'asile risque aujourd'hui de s'effondrer avec des patients abandonnés par le système de soins, dont un grand nombre sont complètement désocialisés ou en prison. Il est urgent que le gouvernement entende le cri d'alarme unanime de tous les acteurs du secteur, qui portent des propositions et des solutions. Il ne leur a offert qu'une pauvre charité, traduisant un mépris intolérable pour les plus faibles, ce qui est le signe d'une société gravement malade.

LA CHRONIQUE DE
CHRISTOPHE
PRUDHOMME
MÉDECIN URGENTISTE



Réunion santé du nord Isère Beaurepaire

Suite à notre réunion avec les Unions Locales du nord Isère à Bourgoin, une réunion a eu lieu au local de Beaurepaire le 5/11, en présence des Unions Locales de Bourgoin, Voiron, Isle d'Albeau, Villefontaine la Tour du Pin., afin de rencontrer tous ensemble le Député qui est le rapporteur du budget de la Sécurité Sociale à l'Assemblée Nationale et qui en homme politique libéral ne veut pas entendre parler de Centres de Santé.

Décision de faire un tract avec l'aide de l'USD qui sera diffusé largement et d'un rassemblement devant sa permanence à St Etienne de St Geoires le **Vendredi 6 décembre de 10h à 14 heures.**

Un transport par bus est mis en place gratuitement par les Retraités :
départ 8h30 place de la république de Roussillon,
9h15 de la gare routière de Beaurepaire, pour un retour vers 17 heures.
Barbecue assuré sur place.

Actions. Calendrier des actions à venir.

3/12 Appel national des 9 organisations de retraités à manifestation. 14h Annonay devant sécurité sociale. Rassemblement, Covoiturage départ du foyer 13h30 .

5/12 Enseignants et fonction publique.

6/12 Rassemblement permanence du Député Neuder pour la création de centres de santé sur le territoire.

11/12 Préavis SNCF de grève illimitée contre le démantèlement du fret livré à la concurrence.

12/12 Appel national de la CGT actifs retraités contre les licenciements, les fermetures de site (Vencorex, Michelin, Auchan autres....) plus de 150.000 emplois menacés.

Soyons le plus nombreux, nombreuses possible à ces actions manifestations.

Vencorex : des milliers d'emplois menacés

L'entreprise Vencorex située à Pont de Claix près de Grenoble, a été placée en redressement judiciaire le 10 septembre. Dès 2025, ce sont des milliers d'emplois qui sont menacés.

Sophie Binet dénonce une "faillite organisée".

Placée en redressement judiciaire le 10 septembre, à la demande de son actionnaire le groupe thaïlandais de pétrochimie PTT GC, l'entreprise Vencorex qui est spécialisée dans la production de substances utilisées dans les peintures et vernis industriels risque ainsi de priver d'emploi des milliers de salarié(e)s.

Ces pertes d'emplois impacteront le territoire, les écoles, les services publics, les commerces, c'est tout l'écosystème de la région qui est en danger.

Présente le 7 novembre auprès des salarié(e)s grévistes pour leur apporter son soutien, Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT a dénoncé "une faillite organisée" et demande l'intervention de l'Etat.

Jusqu'en 2022 l'entreprise était rentable jusqu'à ce que l'État Chinois organise une opération de concurrence déloyale pour déstabiliser notre industrie.

L'Etat doit immédiatement organiser une table ronde pour trouver un repreneur

Le tribunal de commerce de Lyon doit se prononcer sur une éventuelle prolongation jusqu'au 10 mars de la période d'observation pour l'entreprise grenobloise, ce qui lui donnerait plus de temps pour trouver des repreneurs. Si dans le pire des cas aucun ne se manifestait, l'Etat doit recourir à une nationalisation temporaire comme il l'a récemment fait à Saint-Nazaire.

Chez Vencorex c'est près de **5.000 emplois** qui sont en jeu alors que les productions de l'entreprise sont un enjeu stratégique pour tout le pays. Les gouvernements successifs ont fait rentrer le loup dans la bergerie mettant en difficulté notre industrie.

La CGT a recensé plus de 180 plans de licenciements dans toute la France qui concernent plus de 100.000 emplois directs et indirects, essentiellement dans l'industrie.

Les salarié(e)s sont en grève depuis le 23 octobre pour sauver l'activité de la plateforme

Les salarié(e)s de Vencorex comme ceux de Michelin ou encore Auchan et tous les autres en grève pour sauver leurs emplois peuvent compter sur le soutien de la CGT qui appelle le **12 décembre à une journée de convergence de toutes les luttes pour l'emploi** partout en France.



Souscription, les billets de la Souscription 2025 seront distribués ce mois de décembre. Cette collecte est indispensable à la bonne marche de notre syndicat, nous demandons à nos militants de faire le maximum, pour vendre ces billets, le tirage aura lieu lors du prochain Congrès juillet 2025

LE SYNDICAT MULTI PRO DES RETRAITÉS VOUS SOUHAITE DE PASSER DE BONNES FÊTES DE FIN D'ANNÉE ET VOUS PRÉSENTE SES MEILLEURS VOEUX POUR 2025 ENCORE UNE ANNÉE DE LUTTE POUR NOS PENSIONS

Merci de nous communiquer vos adresses courrielle exactes SVP.

Décès Ayons une pensée pour eux

Mr BLIGNY Christian 74ans PEAGRES

Mr SAEZ Gaspard 95ans Péage de Roussillon

Votre correspondant:

Nom :

Tél :

La prochain réunion de notre collectif aura lieu
Le Lundi 06 JANVIER 2025 à 8h45 précises
Au foyer Henri BARBUSEE

Site internet : <https://ulroussillon.reference-syndicale.fr>